

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

Procès – Verbal

COMITÉ SYNDICAL DU 05 FEVRIER 2025

Convocations adressées le : 30 janvier 2025
Nombre de délégués titulaires présents : 08
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 0
Nombre de pouvoirs attribués : 0
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08
Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Armelle AUDIN ; Christophe BOULANGER ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ;
Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET ; Brigitte
PINEAU.

Suppléants à voix délibérative :

Néant

Suppléants sans voix délibérative :

Amin BRIMOU.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant

Absents excusés:

Frédéric AUGIS ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ; Sébastien MARAIS ;
Laurent RAYMOND.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

Le Comité Syndical débute ses travaux à 17H35

❖ MODIFICATION ET INSTALLATION DES REPRESENTANTS DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE AU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

Conformément à ses statuts, le Syndicat des Mobilités de Touraine est composé de 14 délégués titulaires :

- ❖ 11 délégués pour la métropole « Tours Métropole Val de Loire »
- ❖ 1 délégué pour la commune de Vernou-sur-Brenne
- ❖ 1 délégué pour la commune de Vouvray
- ❖ 1 délégué pour la commune de la Ville-Aux-Dames

Suite aux dernières élections municipales du 18 septembre 2024 dans la Commune de Saint-Pierre-des-Corps, Tours Métropole Val de Loire a modifié, par délibération du 09 décembre 2024, ses délégués pour siéger au Comité du Syndicat des Mobilités de Touraine.

En application de l'article L 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, sont appelés les délégués en vue de leur installation.

Par délibération du Conseil métropolitain de Tours Métropole Val de Loire du 09 décembre 2024,

le délégué suppléant désigné de Monsieur Patrick LEFRANCOIS est :

- ❖ Monsieur Amin BRIMOU

Est déclaré installé en qualité de membre du Comité du Syndicat des Mobilités de Touraine le délégué suivant :

| Entité | Titulaire | Suppléant |
|-------------------------------------|---|-------------|
| <i>Tours métropole Val de Loire</i> | Patrick LEFRANCOIS (déjà installé par délibération du Comité syndical du 30 mai 2023) | Amin BRIMOU |

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter l'installation du membre suivant au Comité du Syndicat des Mobilités de Touraine :

| Entité | Titulaire | Suppléant |
|-------------------------------------|---|-------------|
| <i>Tours métropole Val de Loire</i> | Patrick LEFRANCOIS (déjà installé par délibération du Comité syndical du 30 mai 2023) | Amin BRIMOU |

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 18 DECEMBRE 2024

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, à soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 18 décembre 2024.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'adopter le procès-verbal du Comité syndical du 18 décembre 2024.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ APPROBATION DE LA CHARTE DE DEONTOLOGIE DES ELUS DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

Dans le prolongement de la Loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 qui impose, lors de la réunion de la première réunion de l'assemblée délibérante, la lecture et la remise de la charte de l' élu local définie à l'article L.1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite se doter d'une charte propre aux élus membres de son assemblée délibérante, déclinant les sept grands principes inscrits dans la charte de l' élu local.

La charte de déontologie des élus du Syndicat des Mobilités de Touraine a pour objet de constituer un guide des bonnes pratiques garantissant l'exercice du mandat syndical au service de l'intérêt général et ce, afin de favoriser l'efficacité et la transparence de l'action syndicale.

Elle se compose de 4 items :

- Un mandat au service de l'intérêt général en transparence

Cette partie décrit les principes de publicité applicable au Comité syndical ainsi que les obligations déclaratives s'imposant aux élus.

- Un mandat exemplaire

Y sont traitées, les questions d'assiduité ainsi que de dignité, neutralité et principe de laïcité qui guident le mandat syndical.

- Un mandat impartial, intègre et dirigé par la probité

Ce développement présente les règles et bonnes pratiques en matière de prévention des conflits d'intérêts, de respect des principes de la commande publique, d'utilisation des ressources du Syndicat ainsi que de cadeaux et d'invitations.

- Déontologue et suivi de la charte

Enfin, une délibération ayant été adoptée lors du Comité syndical du 18 décembre 2024, procédant à la désignation de Monsieur BENDJADOR Boualem en qualité de référent déontologue des élus du Syndicat des Mobilités de Touraine, la dernière partie intègre aux missions de déontologue le suivi de la charte.

Ces dispositions s'appliquent à tous les élus dans l'exercice de leur mandat, quelles que soient leurs fonctions et leurs représentations dans les divers organismes associés au Syndicat des Mobilités de Touraine.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} vice-président, a donné la parole à Monsieur Boualem BENDJADOR, déontologue des délégués du Syndicat des Mobilités de Touraine, pour qu'il présente ses missions et son rôle.

Monsieur Boualem BENDJADOR a exposé la fonction de déontologue auprès des élus. Son rôle principal consiste à prévenir les dérives, notamment celles qui concernaient autrefois des pratiques graves où des élus locaux recevaient des cadeaux en échange de services. Le législateur a ainsi instauré un statut pour les élus, imposant des obligations morales. L' élu doit exercer ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité, afin de mettre fin aux dérives économiques, commerciales et partiales.

Pour accompagner l' élu dans le respect de ces obligations, le législateur a créé la fonction de déontologue par la loi du 22 février 2022. Le déontologue peut être sollicité par un élu en cas de conflit d'intérêt. La démarche passe par un référent du Syndicat, qu'il conviendra de désigner, et ce, dans le respect du secret professionnel. Toutefois, il est précisé que le déontologue n'assure pas de conseil juridique.

Monsieur Boualem BENDJADOR a précisé que si un élu se trouve en situation de conflit d'intérêt lors d'une délibération, il doit quitter la salle sans avoir à se justifier. Le maintien dans la salle serait perçu par le juge comme une tentative d'influence, ce qui est condamnable. Cette situation doit également être mentionnée dans le procès-

verbal de la séance. Enfin, il a indiqué que sa rémunération s'élève à 80 euros par prestation.

Monsieur Christian GATARD, 2^{ème} Vice-Président, est intervenu pour souligner l'importance de la vigilance en matière de conflits d'intérêts. Au regard de ses 25 années d'expérience en tant que maire, il a toujours été attentif à cette question. Cependant, il a exprimé son étonnement face à l'interprétation surprenante de la notion de conflit d'intérêt par les services métropolitains.

À titre d'exemple, il a évoqué une réunion avec l'agence d'urbanisme, où il lui a été demandé de quitter la salle, sans comprendre la raison, étant donné qu'il avait été choisi avec d'autres élus pour faire partie de l'agence d'urbanisme de la métropole. L'assemblée générale de cette agence est principalement composée d'élus métropolitains, tout comme le Conseil d'administration et le Bureau.

Monsieur GATARD a donc quitté la salle et a ensuite adressé sa démission en tant que membre de l'agence d'urbanisme au Président de la métropole, Frédéric AUGIS. Il a précisé qu'il procéderait de la même manière chaque fois qu'un conflit d'intérêt lui serait signalé.

En réponse, Monsieur Boualem BENDJADOR a expliqué que ce type de problème ne pouvait être résolu pour l'instant, en raison du manque de décisions rendues permettant de définir clairement ce qu'est un conflit d'intérêt. Cette définition sera donnée par la jurisprudence. Monsieur Boualem BENDJADOR a également averti l'assemblée que le juge adopte une position très stricte en ce qui concerne les conflits d'intérêts. En l'absence d'une définition claire et précise de cette notion, il est recommandé aux élus de quitter la salle lors des points pouvant présenter un risque de conflit d'intérêt.

Monsieur Patrick LEFRANCOIS, délégué au Syndicat des Mobilités de Touraine, a pris la parole pour appuyer les propos de Monsieur Christian GATARD. Il a souligné que de nombreuses structures périphériques à la métropole sont des créations ou des extensions de la Métropole. Ainsi, les élus métropolitains siègent dans ces structures pour les représenter, mais doivent se retirer pour éviter tout conflit d'intérêt. Cela paraît incohérent, et il a estimé que la législation devrait évoluer pour y remédier.

En réponse, Monsieur Boualem BENDJADOR a rappelé l'article 432-12 du Code pénal qui dispose que « *Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt de nature à compromettre son impartialité, son indépendance ou son objectivité dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction.* » . Il a précisé que

cette disposition ne laisse aucune place à l'interprétation, car dès lors que l'impartialité d'un élu est mise en question, celui-ci doit se retirer.

Il a ajouté que bien que la Métropole désigne ses représentants, elle n'a pas le pouvoir de juger de l'impartialité de ses élus. Enfin, Monsieur Boualem BENDJADOR a insisté sur le fait que la simple présence dans la salle, même sans intervenir, constitue un délit d'ingérence, car cela peut influencer le vote.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'adopter la Charte de déontologie des élus du Syndicat des Mobilités de Touraine telle que présentée en annexe de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ADHESION DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE AU COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL TERRITORIAL DE LA VILLE DE TOURS, DU CCAS DE TOURS ET DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE POUR L'ANNEE 2025

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

Afin de permettre au personnel territorial du Syndicat des Mobilités de Touraine de continuer à bénéficier des prestations du Comité des Œuvres Sociales (C.O.S) de la Ville de Tours, du CCAS de Tours et Tours Métropole Val de Loire, il est proposé que le Syndicat adhère au C.O.S.

Le montant de la compensation est déterminé chaque année par le C.O.S au prorata du nombre d'adhérents.

Pour l'année 2025, la contribution du Syndicat des Mobilités de Touraine est fixée à 240 € par adhérent. Ce montant est indiqué dans la convention en annexe de la présente délibération.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver la convention entre le C.O.S du Personnel Territorial de la Ville de Tours, du CCAS de Tours, de Tours Métropole Val de Loire et le Syndicat des Mobilités de Touraine,
- d'approuver la contribution du Syndicat des Mobilités de Touraine pour l'année 2025 à hauteur de 240 € par adhérent,

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer ladite convention et toutes pièces afférentes.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ ADOPTION DU RAPPORT EGALITE FEMMES HOMMES (2024) DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes inclut plusieurs dispositions impactant directement les collectivités territoriales.

L'article 1er dispose que « L'État et les collectivités territoriales, ainsi que leurs établissements publics, mettent en œuvre une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes selon une approche intégrée ».

De plus, l'article 61 de cette même loi prévoit la rédaction d'un rapport sur l'égalité entre les sexes, dont les modalités et le contenu sont définis par le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015.

Ce rapport doit être présenté préalablement aux débats sur les orientations budgétaires. Il constitue un outil de diagnostic permettant d'évaluer la situation de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le rapport d'égalité femmes hommes 2024 est annexé à la présente délibération.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a précisé que parmi les 27 salariés, on compte 15 femmes et 12 hommes, dont un en contrat à temps partiel. Il a souligné que la répartition des différentes catégories professionnelles est également équilibrée. Ainsi, le Syndicat des Mobilités de Touraine ne rencontre pas de problèmes de disparités. Monsieur Christophe BOULANGER a également demandé à indiquer dans l'ordre « rapport d'égalité femmes hommes ».

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver le rapport d'égalité femmes hommes en annexe de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CREATION DE DEUX EMPLOIS NON PERMANENTS DE SAISONNIERS POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT D'ACTIVITE A L'ACCUEIL VELO ET RANDO DURANT LA PERIODE ESTIVALE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

L'amplitude des horaires d'ouverture d'été de l'Accueil Vélo Rando (60 heures hebdomadaires contre 35 en période d'hiver), l'augmentation du nombre d'animations hors les murs et la saisonnalité de l'activité touristique nécessitent un renforcement supplémentaire de l'équipe d'accueil pendant la période de mai à octobre. Le recrutement de deux saisonniers pour une durée de 6 mois permet de répondre à ce besoin ainsi qu'aux obligations en matière de repos hebdomadaire et de congés annuels des trois agents permanents.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider la création pour 6 mois et à compter du 02 mai 2025 de deux emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement annuel saisonnier dans le grade d'adjoint administratif, relevant de la catégorie C, à temps complet pour une durée hebdomadaire de 35 heures.

Ces emplois non permanents seront occupés par des agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 6 mois allant du 02 mai 2025 au 31 octobre 2025 inclus.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE – 1 RUE JEAN PERRIN A CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

La SCI du n°5 de l'Avenue de Verdun est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°76 sise 1 rue Jean Perrin à Chambray-lès-Tours.

Une partie de cette parcelle, d'une superficie d'environ 496 m², est concernée par le projet de deuxième ligne de Tramway. Il s'agit d'une emprise de forme quasi-rectangulaire, goudronnée et en partie enherbée, disposant de six places de stationnements extérieurs et d'un panneau publicitaire.

Cette emprise est située en façade sur l'avenue de la République et en continuité dans l'angle de la rue Jean Perrin. Elle est issue d'une parcelle avec bâti (supermarché),

d'une superficie totale de 4 580 m². Cette emprise foncière est classée en zonage UX, zone à vocation économique.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 09 décembre 2024, à 64 500 €.

Le Syndicat des mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 64 500 €, libre d'occupation avec travaux de reconstitution. Le projet de ligne de Tramway venant changer la disposition des emplacements de stationnement, les travaux de reconstitution consisteront en l'aménagement de 9 places de stationnement, d'une 10^{ème} place à créer à proximité de la porte d'accès au supermarché, sous réserve de l'obtention de l'avis favorable de la commission de sécurité, et le déplacement du panneau d'affichage publicitaire sur l'emprise foncière restant propriété de la SCI du n°5 de l'Avenue de Verdun.

Il est précisé que les panneaux d'affichage du supermarché ainsi que le projecteur seront déplacés par la SCI du n°5 de l'Avenue de Verdun.

Par courrier 09 septembre 2024, la SCI du n°5 de l'Avenue de Verdun a accepté l'offre de vente avec lesdits travaux de reconstitution.

La superficie de l'emprise foncière (496 m²) à acquérir a été précisée par document d'arpentage en cours de dépôt au service du cadastre.

Il est précisé que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès la SCI du n°5 de l'Avenue de Verdun d'une emprise de 496 m² dont la superficie sera spécifiée par document d'arpentage à intervenir environ issue de la parcelle située 1 rue Jean Perrin à Chambray-lès-Tours et cadastrée section AW n°76, moyennant le prix net vendeur de 64 500 €,
- de dire que l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, le panneau publicitaire devant être déplacé, et que, des travaux de reconstitution seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du SMT (9 places de stationnement avec d'une 10^{ème} place à créer à proximité de la porte d'accès au supermarché, sous réserve de l'obtention de l'avis favorable du la commission de sécurité, déplacement du panneau publicitaire sur l'emprise foncière restant propriété de la SCI du n°5 de l'Avenue de Verdun) ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité, à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant.

- de dire que les frais d'actes notariés, de géomètre et de travaux de reconstitution liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE 122 RUE DE LA MAIRIE (LOT 2) A LA RICHE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

Monsieur Jean JUNG est propriétaire d'un garage situé au 122 rue de la Mairie à La Riche, au sein d'un immeuble en copropriété, édifié sur la parcelle cadastrale AP 419.

Ce garage est constitutif du lot 7 et représente 1111/10 000èmes.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 03 décembre 2024, à 14 500 €.

Le propriétaire a accepté le 31 octobre 2024, l'offre faite par le Syndicat des Mobilités de Touraine, pour un montant net vendeur de 14 500 € avec une date de libération au plus tard en avril 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'offre faite par le propriétaire.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Monsieur JUNG du bien sis à La Riche, 122 rue de la Mairie, cadastré section AP numéro 419, lot n°7 au prix net vendeur de quatorze mille cinq cents euros (14 500 €),
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITÉ - AVENUE DE BORDEAUX A TOURS

Monsieur Christian GATARD, 2^{ème} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La Ville de Tours est propriétaire de la parcelle cadastrée section DI n°37, située avenue de Bordeaux à Tours, d'une surface totale de 54 570 m², et sur laquelle se trouve notamment le stade Grandmont.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway impacte cette parcelle sur une emprise d'une superficie d'environ 609 m², consistant principalement en un talus enherbé et boisé. Cette emprise comprend également, en partie, l'ancienne maison de gardien située sur cette parcelle. Cette maison, vétuste, vide et inoccupée depuis de longues années, est par conséquent vouée à la démolition.

Par courrier en date du 8 octobre 2024, le Syndicat des Mobilités de Touraine a sollicité la Ville de Tours en vue de l'acquisition de cette emprise d'une superficie d'environ 609 m² à détacher de la parcelle cadastrée section DI n°37, située avenue de Bordeaux à Tours, moyennant le prix de 71 100 €, conformément à l'estimation réalisée par le Pôle d'Évaluation Domaniale.

Cette proposition a été acceptée par la Ville de Tours suivant délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2024.

Les frais de géomètre, de notaire et de démolition sont à la charge dudit Syndicat.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de la Ville de Tours d'une emprise d'une superficie d'environ 609 m² à détacher de la parcelle cadastrée section DI n°37, située avenue de Bordeaux à Tours, moyennant le prix de 71 100 € ;
- de dire que les frais de géomètre, de notaire et de démolition liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer les actes authentiques afférents à cette transaction immobilière.

Le Comité syndical a adopté avec les abstentions de :

- **Monsieur Christophe BOULANGER**
- **Madame Armelle GALLOT-LAVALLEE**

❖ PRISE D'ACTE DU COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE DES PARTENAIRES DU 26 NOVEMBRE 2024

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

Il est rendu compte au Comité Syndical du compte rendu de la séance du Comité des partenaires du 26 novembre 2024.

Le compte rendu de la réunion du Comité des partenaires du 26 novembre 2024 est rédigé comme suit :

Représentants du Syndicat des Mobilités de Touraine présents :

- Monsieur Emmanuel DENIS, Président du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Représentants d'employeurs ou groupement d'employeurs publics ou privés présents :

- Pour le Département d'Indre et Loire 37 : Patrick Michaud
- Pour le CHRU Bretonneau : Samuel ROUGET

Représentants d'associations d'usagers ou d'habitants présents :

- Pour l'Association pour le Développement des Transports collectifs en Touraine : Vincent DEGEORGE.
- Pour l'association Consommation Logement Cadre de Vie : Madame Anne-Marie BRUNET
- Pour la Confédération Nationale du Logement : Justine DUBOURG et Patrick WOLF

Le Comité des partenaires a débuté ses travaux à 11 heures.

L'ordre du jour était le suivant :

1. Présentation et échanges sur l'offre de vélos en libre-service PONY ;
2. Présentation et échanges sur le conseil en mobilité ;
3. Avancement du Plan de Mobilité ;
4. Présentation des démarches du SERM ;

Points divers : Actualité lignes2tram, Présentation et échanges sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage vélos senior, actualités sur le renouvellement de la Délégation de Service Public de transport public urbain.

Monsieur Emmanuel DENIS, Président du Syndicat des Mobilités de Touraine, a accueilli les membres du Comité des partenaires, puis a rappelé l'ordre du jour préalablement communiqué. Un tour de table a été fait.

1. Présentation et échanges sur l'offre de vélos en libre-service PONY

Madame Agnès THIBAL, Responsable du service Ecomobilité, a présenté l'offre de vélos en libre-service PONY.

Le Power Point de la présentation diffusée est en annexe du présent compte rendu.

Des échanges ont eu lieu concernant les emplacements à Saint-Avertin ainsi que sur le nouveau planning de déploiement progressif des vélos. Il a également été précisé que le démarrage du service était très positif au auprès des usagers.

2. Présentation et échanges sur le conseil en mobilité

Madame Sophie LEGLAND, Conseillère en mobilité durable, a fait la présentation sur le conseil en Mobilité.

Le Power Point de la présentation diffusée est en annexe du présent compte rendu.

Des échanges ont eu lieu concernant la possibilité d'obtenir des données anonymisées de la part des entreprises en Opendata.

3. Avancement du Plan de Mobilité

Madame Fatemeh GHALEHNOEE, Cheffe de projet Plan de Mobilité et études mobilité, a fait la présentation du Plan Mobilité.

Le Power Point de la présentation diffusée est en annexe du présent compte rendu.

Le terme « massification du covoiturage » a été précisé : le plan national du covoiturage au quotidien prévoit de tripler le nombre de trajets quotidiens réalisés en covoiturage d'ici 2027. Cela constitue une alternative à l'autosolisme, et plus particulièrement dans les territoires où il n'existe pas ou peu de services de mobilité. L'objectif est d'atteindre une plus grande sobriété énergétique dans nos déplacements, réduire les émissions de GES, améliorer la qualité de l'air dans les métropoles et garantir le droit à la mobilité pour tous.

4. Présentation des démarches du Service Express Régionaux Métropolitains (SERM)

Madame Sabine CARETTE, Chargée de mission, Observatoire des Mobilités et Modélisation, a fait la présentation du SERM.

Le Power Point de la présentation diffusée est en annexe du présent compte rendu.

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a remercié les membres et a levé la séance.

Annexes :

1. Présentation et échanges sur l'offre de vélos en libre-service PONY ;
2. Présentation et échanges sur le conseil en mobilité ;

3. Avancement du Plan de Mobilité ;
4. Présentation des démarches du SERM.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de prendre acte du compte rendu de la réunion du Comité des partenaires du 26 novembre 2024.

❖ INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ Signature des arrêtés suivants :

- **Arrêté 2024-32** : Arrêté portant demande de dégrèvement total d'imposition locale des taxes de bâtiments rendus vacants.
- **Arrêté 2025-01** : Cession d'autobus Renault Master A92 et A93.

➤ Signature des marchés par le Syndicat des Mobilités de Touraine suivants :

| Numéro de marché | Attributaire | Objet | Montant en € HT | Date de notification |
|------------------|--------------|--|--|----------------------|
| 24012T01 | IPROCIA | Prestations d'études, de programmations, de comptages, d'interventions, et suivi technique des carrefours à feux, y compris ceux du tramway et bus | Période 1 : Maximum HT : 2 250 000.00 € Période 2 : Maximum HT : 1 125 000.00 € Période 3 : Maximum HT : 1 125 000.00 € Total : 4 500 000.00 € | 09/12/2024 |

| | | | | |
|----------|-------|---|-------------|------------|
| 24013T01 | COLAS | Aménagement de la rue Duperré sur la commune de Ballan-Miré | 32 190 € HT | 25/11/2024 |
|----------|-------|---|-------------|------------|

➤ **Signature des avenants par le Syndicat des Mobilités de Touraine suivants :**

Avenant 1 au marché 24010T01 « Accord-cadre à bons de commande pour des travaux d'entretien ou de rénovation de voirie et des travaux de requalification, réhabilitation ou création de voirie allant jusqu'à 75 000 € HT (2024-2028) » notifié à COLAS le 06/01/2025

Avenant 1 au marché 24010T02 « Accord-cadre à bons de commande pour des travaux d'entretien ou de rénovation de voirie et des travaux de requalification, réhabilitation ou création de voirie allant jusqu'à 75 000 € HT (2024-2028) » notifié à EIFFAGE ROUTE le 20/12/2024

Avenant 2 au marché 24005T01 « Travaux de reprise des étanchéités de la toiture du centre de maintenance du tramway » notifié à ASSISTANCE DEPANNAHE TOITURE - ATTILA le 09/01/2025

➤ **Signature des marchés du Syndicat des Mobilités de Touraine passés par le biais de la CATP (centrale d'achat du transport public) :**

- Marché subséquent n°2023-32-16 « Acquisition d'autobus standards et articulés neufs à motorisation thermique pour le transport de voyageurs – Lot n°5 Autobus standard GNV » notifié au titulaire IVECO le 06/01/2025 (marché lié à l'accord-cadre n°2023-32)

Montant de l'engagement de commande n°1 du marché : 1 375 356.39 € HT

- Marché subséquent n°2023-32-17 « Acquisition d'autobus standards et articulés neufs à motorisation thermique pour le transport de voyageurs – Lot n°7 Autobus articulé GNV » notifié au titulaire IVECO le 06/01/2025 (marché lié à l'accord-cadre n°2023-32)

Montant de l'engagement de commande n°1 du marché : 3 261 259.00 € HT

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité Syndical a adopté à l'unanimité.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1er Vice-Président, a présenté la mise à jour de l'enquête mobilité Fréquence +, qui constitue une actualisation de l'enquête ménage menée en 2019. Cette mise à jour est moins détaillée et repose sur un échantillon plus restreint, avec des données plus tendanciellées que celles de 2019, qui étaient plus fermes. Les nouvelles données sont ainsi estimées et moins exactes, se basant sur des évolutions probables. Depuis 2019, on constate une diminution de la mobilité individuelle, due notamment à la pandémie de Covid et au développement du télétravail.

En 2019, la mobilité individuelle quotidienne par habitant était de 3,97, tandis qu'elle est aujourd'hui de 3,80. Toutefois, le taux de mobilité individuelle reste équilibré sur l'ensemble du territoire. Pour cette étude, le territoire du Syndicat a été divisé en six zones, incluant le noyau urbain et les communes périphériques de première couronne. Le taux de mobilité individuelle y est homogène.

Monsieur Christophe BOULANGER a également observé une stagnation dans l'équipement des ménages, avec aucune augmentation des flux de déplacements, ceux-ci restant concentrés autour du cœur urbain. En revanche, il a noté une évolution dans la répartition des modes de transport. La part de la voiture est passée de 52 à 53 %, tandis que l'utilisation du bus, du vélo et de la trottinette a augmenté, au détriment de la marche.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice – Président, a indiqué pour information que la fréquentation des transports en commun a augmenté de 14% en 2023, et une augmentation de 6,8% en 2024.

Avec la mise en place de la gratuité des 5-10 ans il y a deux fois plus de jeunes qui empruntent les transports en commun. Ces derniers voyagent avec des adultes, ce qui signifie qu'il y a tout de même des trajets payés pour l'utilisation du transport en commun. Cela contribue à l'éducation et à la dynamique de fréquentation du réseau. Les parkings voitures et vélos sont également très fréquentés, ce qui contribue également à la dynamique du réseau.

Monsieur Franck MAZET a demandé s'il y avait eu un retour des seniors suite à la pandémie de Covid.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice – Président, a répondu que la dynamique est meilleure en 3 ans, mais le taux de fréquentation seniors d'avant Covid n'a pas encore été retrouvé.

Monsieur Christophe BOULANGER a ensuite donné la parole à Madame Sophie LEGLAND, Conseillère en mobilité durable du Syndicat des Mobilités de Touraine, afin qu'elle puisse réaliser la présentation concernant MobiPro.

Madame Sophie LEGLAND, Conseillère en mobilité durable, a présenté le service de conseil en mobilité durable du Syndicat des Mobilités de Touraine, dénommé « MobiPro », ainsi que les résultats d'une enquête menée auprès des employeurs sur les mobilités durables, réalisée en novembre et décembre 2024.

Les trajets domicile-travail représentent 30 % des kilomètres parcourus sur le territoire du Syndicat, ce qui n'est pas négligeable. Parmi ces déplacements, 68 % se font en voiture, avec un taux d'autosolisme de 99 % pour des trajets entre 5 et 10 kilomètres. Le conseil en mobilité destiné aux employeurs est une compétence du Syndicat, visant à soutenir et à renforcer les initiatives des employeurs en matière de mobilités durables sur le territoire.

Les missions en conseil sont relatives à l'information sur l'offre locale de mobilité, la réglementation, les dispositifs de financement, et l'actualité sur les mobilités. Le conseil et l'accompagnement méthodologique, notamment sur la mise en place de plan mobilité employeur, et l'animation auprès des salariés. Il s'agit aujourd'hui de mettre en place un véritable réseau de référents mobilité auprès des employeurs du territoire afin de pouvoir proposer de l'information, de la formation, et des services d'accompagnement.

Madame Sophie LEGLAND a précisé que, bien que le plan mobilité employeur ne soit plus obligatoire depuis la loi LOM, le Syndicat a choisi de poursuivre cette initiative. À cet effet, il a conclu une convention avec la société « 1 kilomètre à pied », qui réalise des diagnostics des trajets domicile-travail à partir de l'analyse de données. En 2025, le Syndicat s'engagera auprès de 10 employeurs pour financer ces diagnostics. En retour, les employeurs devront mettre en œuvre les recommandations issues de ces diagnostics. Cette démarche cible principalement les établissements de taille moyenne, comptant entre 50 et 200 employés, car les entreprises plus grandes, précédemment soumises à l'obligation de mettre en place un plan mobilité, l'ont déjà fait.

Madame Sophie LEGLAND a poursuivi sa présentation en détaillant l'enquête mobilité, qui visait à recueillir les attentes des employeurs sur ce sujet, ainsi qu'à définir comment les accompagner afin de construire un plan d'action adapté à la réalité du terrain. L'objectif était également de dresser un état des lieux des démarches de mobilité durable et de créer un réseau de référents mobilité, comme mentionné précédemment.

L'enquête a recueilli la participation de 80 employeurs, un résultat positif pour une première campagne. Les résultats seront bientôt publiés sur le site du Syndicat, représentant ainsi 33 000 salariés du territoire. Cette enquête a aussi permis d'établir de nouveaux contacts avec les employeurs.

Les ateliers et animations ont prouvé leur efficacité en facilitant les échanges et les rencontres avec les employeurs.

60 % des employeurs interrogés n'ont pas encore mis en place de plan mobilité. Parmi ceux qui n'ont pas de plan, 44 % se disent intéressés à en mettre un en place, 42 % ne le sont pas, et 6 % s'y opposent fermement.

Le forfait mobilité durable, optionnel pour l'employeur et qui vient compléter le remboursement obligatoire des abonnements de transport, est appliqué par seulement la moitié des employeurs sur le territoire.

Depuis la loi LOM, les entreprises de plus de 50 salariés sont tenues d'intégrer la question des mobilités dans les négociations annuelles avec les syndicats, dans le cadre de la qualité de vie au travail.

La dernière partie du questionnaire a porté sur les besoins en accompagnement. Il ressort que 90 % des employeurs souhaitent agir sur les trajets domicile-travail, suivis des trajets professionnels. Par ailleurs, 70 % des employeurs exprimeraient le besoin de formations et d'informations sur l'offre de mobilité durable sur le territoire, ainsi que sur la réglementation et les démarches nécessaires pour mettre en place un plan de mobilité. Ils sont également intéressés par des animations et des outils de sensibilisation pour leurs salariés, avec une préférence pour les webinaires thématiques.

Monsieur Christophe BOULANGER a remercié Madame Sophie LEGLAND pour sa présentation et remercié l'ensemble des délégués.

Le Comité s'est achevé à 18h40.

Le Secrétaire de séance,



Franck MAZET

Le 1^{er} Vice-Président,



Christophe BOULANGER